

Olivier Faure
Député de Seine-et-Marne
Premier secrétaire du Parti socialiste

Paris, le 14 FEV. 2019

Chère Madame,

J'ai pris connaissance avec grand intérêt de votre courrier concernant le mouvement des « gilets jaunes ». Je vous remercie de votre contribution qui nourrira les propositions du Parti socialiste.

Dès début novembre, avant même les premières manifestations, nous avons apporté notre soutien aux Français.e.s qui défendent leur pouvoir d'achat. Nous avons appelé à l'organisation d'Etats généraux sur le pouvoir d'achat et la transition écologique. Cette proposition, soutenue par des organisations syndicales, est restée lettre morte pendant de longues semaines. Le gouvernement a finalement décidé d'organiser un « grand débat » jusqu'à mi-mars, auquel, en toute responsabilité, nous avons choisi de participer sans être dupes des conditions d'organisation.

Sur le fond, nos groupes parlementaires ont défendu pendant des mois des mesures pour plus de justice fiscale et sociale. Certaines ont été finalement annoncées par le gouvernement... quelques jours après qu'il les a rejetées ! Nous avons ainsi obtenu l'annulation de la hausse des taxes sur le carburant, la suppression de la hausse des taxes sur le gazole non routier, le renforcement du chèque énergie, la réintégration des fenêtres dans le Crédit Impôt pour la Transition Energétique (CITE) ou encore l'augmentation du plafond déclenchant la hausse de la CSG pour les retraités. Cela reste bien sûr insuffisant.

Nos demandes restent vaines sur de nombreux points, comme la réindexation des retraites sur le coût de la vie, l'annulation de la flat tax qui a considérablement allégé la fiscalité sur les revenus du capital, le non doublement du CICE et bien sûr le rétablissement de l'ISF, l'une des principales demandes des Français. Je vous invite à ce titre à vous connecter sur www.referendum-isf.fr afin d'interpeller les parlementaires de votre département pour que soit lancé le processus de référendum d'initiative partagée permettant à moyen terme, avec les outils constitutionnels existants, de revenir sur cette inacceptable décision du gouvernement.

D'autres propositions naîtront des échanges et remonteront des territoires. C'est l'objet même de ce « grand débat ». Qu'il ne débouche sur rien serait catastrophique ; qu'il se réduise à un arbitrage final solitaire et vertical serait irresponsable. Aussi, je demande qu'à l'issue du processus soit mise en place une conférence sociale qui réunisse les partenaires sociaux, les corps intermédiaires, les élus et les gilets jaunes. Ce devrait être à eux, et à eux seuls, de

conclure les travaux par des propositions précises sur lesquelles les Français auront à s'exprimer. Et si le gouvernement devait retenir la voie référendaire comme issue à cette crise, il va de soi que pour ne pas en détourner le sens, les questions posées devraient servir à valider ou invalider les compromis adoptés par cette conférence sociale.

Soyez assurée de notre vigilance sur le sujet.

Je vous prie de croire, Madame, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Très cordialement,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'O' and 'F' followed by a horizontal line extending to the right.

Olivier FAURE